

UDC et asile : pas touche à mon fonds de commerce! : Qui veut vraiment accélérer les procédures et s'en donner les moyens?

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2086

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017352>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UDC et asile: pas touche à mon fonds de commerce!

Qui veut vraiment accélérer les procédures et s'en donner les moyens?

Albert Tille - 04 juillet 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27828>

L'accélération des procédures d'asile proposée par Simonetta Sommaruga (DP [1912](#), [2050](#)) passera la rampe au Parlement.

La [commission du Conseil national](#) a refusé de suivre l'UDC. Le grand parti nationaliste voulait enterrer la révision qui a pour but de décider rapidement qui a droit à l'asile et de faciliter le renvoi des «faux réfugiés».

En juin dernier, la réforme est passée sans difficulté, et presque inaperçue, au [Conseil des Etats](#). Lors des débats, Luc Recordon et Robert Cramer ont proposé une mesure pour répondre dans l'urgence au drame des migrants en Méditerranée ([DP 2077](#)). Des représentations suisses proches des camps de réfugiés enregistreraient sur place les

demandes d'asile pour éviter aux migrants d'être victimes de passeurs mafieux. Cette suggestion, qui était analogue à celle du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, n'a pas été retenue. Au vote final la révision a été plébiscitée par 35 voix. Les voix UDC se sont dispersées: un oui, deux non et deux abstentions.

Les troupes de Toni Brunner vont se regrouper au Conseil national pour tenter de retarder l'adoption de la loi. L'aboutissement de la réforme Sommaruga à la veille des élections fédérales ne serait pas favorable à l'UDC. Il serait malencontreux que les autres partis enregistrent un succès sur l'asile, qui est son inépuisable fonds de commerce

([DP 2046](#)).

Et pour s'afficher comme le parti qui a raison seul contre tous, l'UDC refuse l'accélération des procédures alors que son [programme](#) vigoureux pour «régler le chaos de l'asile» réclame un renvoi systématique des migrants économiques, ce que faciliterait justement la réforme.

Par ailleurs, le parti préconise une [aide sur place](#) plutôt que d'accueillir des réfugiés syriens, mais combat la hausse sans borne de l'[aide au développement](#). Incohérence au plus grand parti de Suisse.

A moins que ce soit une stratégie réfléchie pour agiter les problèmes sans vouloir les résoudre...

Conseil national: proportionnelle au rabais

Un rappel à l'approche des élections fédérales

Jean-Daniel Delley - 03 juillet 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27824>

Les députés au Conseil national «sont élus par le peuple au suffrage direct selon le système proportionnel», prescrit la [Constitution fédérale](#). Une nouvelle fois cet automne, cette exigence ne sera pas respectée et la chambre du peuple ne

traduira pas «l'expression fidèle et sûre de [la] volonté» des citoyennes et des citoyens ([art. 34 al. 2](#)).

Depuis 1999 ([DP 1392](#)), nous dénonçons régulièrement cette situation. En vain. Aussi

continuons-nous de taper sur le clou.

Le scrutin de type proportionnel vise à une représentation parlementaire fidèle à la force des partis politiques en compétition. La